ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique de maintien de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3097

Texte de la question

POLITIQUE DE MAINTIEN DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à Mme Sophie Auconie qui, elle, reste parmi nous.

Mme Sophie Auconie. Cela avec un plaisir non dissimulé, monsieur le président, même si j'admire nos collègues qui nous quittent.

J'espère avoir une réponse de votre part, monsieur le Premier ministre, bien que n'étant pas élue locale… J'associe à ma question notre collègue Meyer Habib. Dimanche soir, le Président de la République a tenu à réaffirmer le soutien de l'État aux forces de l'ordre qui garantissent l'ordre républicain – message auquel s'associent évidemment les membres du groupe UDI et indépendants. Policiers et gendarmes exercent en effet un métier difficile et opèrent dans des situations souvent complexes pour assurer notre sécurité.

L'actualité récente a profondément ému nombre de nos concitoyens, faisant naître des craintes et des peurs auxquelles il est indispensable de répondre. C'est pourquoi il est important de restaurer un climat de confiance tant du côté des forces de l'ordre que des citoyens. Le Gouvernement a pris des mesures sur les modalités d'interpellation sans pour autant donner d'alternative, ce qui l'a d'ailleurs contraint à revenir sur sa décision.

Il existe pourtant une solution qui permettrait de sécuriser les arrestations : généraliser le recours à la vidéo, une proposition mise en avant par notre collègue Christophe Naegelen, dans son rapport sur la situation, les missions et les moyens des forces de sécurité, qu'il s'agisse de la police nationale, de la gendarmerie ou de la police municipale. Notre groupe a d'ailleurs déposé une proposition de loi à ce sujet. De nombreux dispositifs existent comme l'utilisation de la caméra piéton pour la gendarmerie mobile. Cette proposition aurait l'avantage d'être protectrice pour les personnes interpellées mais également pour les forces de l'ordre qui ne doivent pas subir de présomption de culpabilité.

Ma question est simple : allez-vous équiper l'ensemble des forces de l'ordre de caméras afin de sécuriser leurs opérations et que comptez-vous faire pour apaiser les relations entre nos forces de l'ordre et nos concitoyens ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-I.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Éric Ciotti. Bientôt à l'extérieur… *(Sourires sur les bancs du groupe LR.)*

M. Christophe Castaner, *ministre de l'intérieur.* Vous avez raison de souligner l'engagement du Président de la République parce que les forces de l'ordre accomplissent un travail exceptionnel, dans des conditions toujours difficiles. Chaque jour, chaque nuit, les membres des forces de l'ordre sont mobilisés pour protéger nos

concitoyens et pourtant subissent trop souvent des menaces, des intimidations, des représailles – et cela même, parfois, à leur domicile.

Permettez-moi ici de saluer la mémoire de Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider. J'étais samedi matin à Mantes-la-Jolie avec leur famille, avec leurs camarades policiers. Il y a quatre ans, ils ont été assassinés et assassinés parce que policiers.

Permettez-moi également de vous dire combien il est essentiel pour moi, et je le fais sans cesse depuis vingt mois, d'être leur premier défenseur – et j'en suis fier *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.* – Exclamations sur les bancs du groupe LR) – contre tous ceux qui les ont salis d'outrances en les accusant d'être des milices, des barbares, en proposant, le Premier ministre l'a rappelé, qu'ils soient désarmés, en ne réagissant pas au slogan scandaleux, et dont chacun ici se souvient, les invitant au suicide. Je les ai toujours entendus et je les ai toujours défendus.

Mais j'ai fait mieux que cela *(« C'est faux ! » sur plusieurs bancs du groupe LR),* j'ai fait mieux que crier. J'ai défendu un budget d'action.

M. Christian Hutin. C'est un succès…

M. Christophe Castaner, *ministre .* Depuis trois ans que ce gouvernement est en place, c'est plus de 1 milliard d'euros de crédits supplémentaires qui ont été mobilisés pour la sécurité intérieure. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Depuis 2017 nous avons lancé un plan d'action de recrutement de quelque 10 000 policiers et gendarmes. Enfin, j'ai abordé des questions qui n'avaient jamais été résolues comme le paiement des heures supplémentaires dont certaines étaient dues depuis 2005 ! Voilà la réalité de notre engagement.

M. Pierre Henriet. Eh oui, voilà la réalité !

M. Christophe Castaner, *ministre .* Il faut renforcer cette politique et vous avez raison : je suis convaincu qu'un plan de généralisation de caméras-piétons de nouvelle génération, avec de nouveaux droits pour défendre nos policiers et nos gendarmes est essentiel. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs des groupes MODEM et UDI-I.)*

Données clés

Auteur : Mme Sophie Auconie
Circonscription : Indre-et-Loire (3e circonscription) - UDI et Indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3097
Rubrique : Police
Ministère interrogé : Intérieur
Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 17 juin 2020
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 juin 2020